



# UNE ECONOMIE POUR TOUTES ET TOUS

## Introduction

Depuis une bonne quinzaine d'années, les marchés financiers connaissent crise sur crise. La crise asiatique de 1997 a été suivie, un an plus tard, de l'effondrement du fonds d'investissement LTCM et de la crise monétaire de la Russie. En 2000, nous avons assisté au dégonflement de la bulle – spéculative - des valeurs financières liées à Internet. La crise financière de 2008 a imprimé de violentes secousses au monde économique. Pendant un certain temps, on a cru – surtout en Suisse – que l'on s'en était tiré sans trop de dégâts. Pourtant, les crises auxquelles donne lieu la dette souveraine de l'Irlande, de la Grèce et du Portugal, les turbulences qu'ont subi les marchés financiers ces dernières semaines et ces derniers mois, la situation qui règne dans la zone euro et aux Etats-Unis, sans parler de la surappréciation absurde du franc, sont autant d'éléments qui montrent bien que le fonctionnement actuel des marchés financiers et de certains secteurs de l'économie se heurte à un problème de fond.

Le système économique actuel est dominé par une préoccupation: le rendement à court terme. Agités pour ne pas dire hystériques, les marchés financiers se sont coupés de l'économie réelle et ne jouent plus le rôle qui est le leur, à savoir fournir des liquidités, des capitaux et des crédits. Les Etats sont régulièrement contraints de réparer les dégâts causés par les crises, par exemple en rachetant des banques ou en prenant des mesures pour calmer les marchés, sans pour autant avoir de perspective d'amélioration durable. Bref, les marchés financiers sont devenus incontrôlables : les risques et les pertes sont pour la collectivité alors que les gains demeurent l'apanage du secteur privé.

Cette situation est le résultat de diverses évolutions politiques qui se sont produites ces 30 dernières années. Depuis le milieu des années quatre-vingt, les « recettes » néolibérales ont supplanté peu à peu l'économie sociale de marché. Les marchés financiers et les banques ont été dans une large mesure libéralisés et dérégulés. Le marché sans limites qui n'obéit partout qu'à ses propres lois a été érigé en dogme absolu. Les capitaux et ceux qui les détiennent ont bénéficié systématiquement d'allègements fiscaux alors que le travail et la consommation ont été grevés d'impôt par le biais des charges sur salaires pour le premier et de la taxe sur la valeur ajoutée pour la seconde. Ceux qui passent à la caisse sont les travailleurs, la classe moyenne. Quant aux subsides de l'Etat ils sont réduits, voire remis en question. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le fossé entre les nantis et les personnes financièrement moins favorisées se creuse de plus en plus.

## Dans quelle direction voulons-nous aller?

Notre objectif est d'instaurer une croissance continue et compatible avec le développement durable. Cette croissance doit profiter à tous et non pas seulement à une poignée de privilégiés. Il va sans dire que la voracité effrénée qui règne aujourd'hui sur les marchés financiers n'a pas sa place dans un tel système. La spéculation et la volatilité qui caractérisent ces marchés mettent en péril notre société et l'économie. Il faut renforcer l'économie réelle de la Suisse et, en particulier, ses secteurs de l'industrie et de la recherche. Dans le domaine de l'économie d'exportation, nous entendons mettre l'accent sur le développement de produits de haute technologie et de haute valeur écologique, sur la recherche et le

développement, enfin sur la fourniture de services à haute valeur ajoutée. La Suisse a également besoin d'un marché intérieur solide qui offre une large gamme de professions et des emplois aussi multiples que variés.

Mais nous devons aussi renforcer notre cohésion sociale. Nous voulons une société qui mette un terme aux inégalités galopantes, garantisse une formation de qualité pour tous et assure la stabilité sociale. Nous voulons aussi une société dans laquelle la croissance profite à tous, ce qui est aussi dans l'intérêt de l'économie dans son ensemble. Nous voulons, enfin, une société qui, pour parvenir à ces objectifs, mette en place un Etat financièrement robuste qui investisse dans la péréquation et la stabilité sociale. Il est indispensable que les marchés financiers soient de nouveau cantonnés au rôle qui était initialement le leur, à savoir assurer le financement de l'économie réelle.

La Suisse n'est pas une île : elle est concernée par la situation économique des autres Etats. La globalisation s'est traduite par une plus grande liberté. Elle a également été facteur de richesse matérielle et culturelle. Cependant, la globalisation n'est pas une fin en soi. Elle ne peut fonctionner que si des mécanismes internationaux de coopération politique en assurent la stabilité. Pour qu'il y ait de nouveaux débouchés et une économie d'exportation florissante, il faut des Etats non seulement démocratiques mais encore économiquement et politiquement stables, en Europe comme dans les autres points du globe. Pour des raisons d'ordre économique également, la Suisse a intérêt à ce que les autres Etats se portent bien. C'est dire que ce n'est pas en nous isolant ni en battant en retraite que nous répondrons de manière adéquate à la crise. La surmonter nécessite, au contraire, un réseautage international accru et une intensification de la coopération politique entre les Etats.

### **Agir maintenant**

La crise actuelle nous oblige à restructurer notre système économique. Il faudra du temps pour y parvenir (une bonne dizaine d'années). De même cet objectif ne pourra être atteint qu'à la faveur d'une collaboration internationale. Il exige en outre que la Suisse fasse preuve de solidarité avec les autres Etats. La politique néolibérale et ses répercussions ont profondément marqué notre économie et notre société. Les recettes qui nous ont conduits dans une impasse, tant du point de vue économique que sur le plan écologique, ne sont pas de nature à nous sortir de ce mauvais pas. Nous devons résolument redresser la barre et instaurer un régime financier et économique novateur et stable. Les mesures concrètes énumérées ci-après sont de premiers jalons dans cette direction.

### **Marchés financiers/banques**

- La place financière ne peut surmonter son passé peu glorieux de paradis fiscal que si les banques – en application d'une stratégie de l'argent propre – sont légalement tenues de ne prendre en dépôt et de ne gérer que les fonds de clients, dûment déclarés au fisc.
- Il faut redimensionner les grandes banques au moyen de prescriptions rigoureuses concernant les fonds propres, ce qui permettra de réduire les risques systémiques inhérents à ces établissements.
- Une banque postale nationale en mains de la Confédération aura pour mission de soutenir financièrement le marché du travail et la population.
- Il faut revoir le rôle et les missions de la Banque nationale suisse et inscrire dans la loi la responsabilité qui est la sienne d'assurer la stabilité monétaire et d'empêcher la spéculation sur les cours de change.

- Il importe de limiter la spéculation en instaurant à l'échelon européen, puis mondial, un impôt sur les transactions financières. Cet impôt doit être conçu de telle sorte qu'il favorise les investissements directs de même que les investissements à long terme.
- Il faut mettre un terme à l'oligopole constituée par les trois agences de notation, en libéralisant ce secteur.

### **Travail/salaires**

- Il est nécessaire d'instaurer un salaire minimal assurant l'existence de 22 francs bruts par heure ou de 3800 à 4000 francs par mois. Le travail sur appel ne doit plus être toléré qu'à titre exceptionnel et qu'à la condition que durant la période pendant laquelle les employés doivent se tenir à la disposition de l'employeur, ceux-ci touchent une pleine rémunération.
- Il faut apporter un soutien ciblé aux entreprises exportatrices en difficulté, aux conditions et selon les normes qui valent pour le travail à „long terme“ de manière à bannir dorénavant les travaux sous-payés.
- Afin de permettre aux entreprises de s'adapter aux impératifs du développement durable et de créer des emplois stables pour le futur, il est nécessaire de mettre en place, en Suisse, une politique pour l'industrie des technologies propres.
- Il faut promouvoir le travail à temps partiel, à tous les échelons de la hiérarchie, et accorder annuellement à tous les salariés 6 semaines de vacances de même qu'un congé-formation de 5 jours. Ce n'est qu'à ces conditions que la Suisse pourra se targuer d'avoir un régime de l'emploi moderne.
- Il ne faut plus tolérer les excès salariaux à l'échelon des managers. Il faut instaurer un impôt frappant les bonus indécents. A l'intérieur de la même entreprise, l'écart entre le salaire le plus faible et le salaire le plus élevé ne doit pas excéder 1:12.
- Seule la transparence des rémunérations permettra d'empêcher le dumping salarial, les rémunérations indécentes et les discriminations salariales.

### **Impôts**

- Il faut réformer le système fiscal de fond en comble. Il importe notamment d'abolir les privilèges fiscaux qui entraînent à l'échelon international une distorsion de la concurrence entre les places économiques et font de la Suisse un paradis fiscal. Il s'agira, en particulier, d'abolir les privilèges dont bénéficient les holdings et les allègements fiscaux sur les bénéfices obtenus à l'étranger.
- La soustraction d'impôts doit être assimilée à la fraude fiscale, également en Suisse. En outre, il convient de dégager des ressources supplémentaires à tous les niveaux de manière à permettre aux autorités de poursuivre résolument les auteurs de tels abus.
- Tout revenu – qu'il s'agisse d'un salaire, d'une rente, d'un héritage, de dividendes ou de gains en capital – doit être intégralement taxé, quels que soient l'état-civil, le sexe ou la nationalité du contribuable.
- Il faut abolir les avantages fiscaux destinés à favoriser l'accession à la propriété du logement. Il y va non seulement de l'égalité devant l'impôt mais encore des impératifs de l'aménagement du territoire.
- Il importe de limiter la concurrence outrancière en matière fiscale à laquelle les cantons et même les communes se livrent entre eux, car seules des personnes aisées et sans attaches peuvent se permettre de pratiquer le tourisme fiscal. Par ailleurs, il est nécessaire d'optimiser le système de péréquation financière et de péréquation des charges.

- Il faut mettre fin à l'accumulation incessante de patrimoines par quelques privilèges, en instaurant à l'échelon fédéral un impôt sur les successions.
- Enfin, il faut abolir la taxation forfaitaire dans l'ensemble des cantons, car elle est contraire au principe constitutionnel voulant que les contribuables soient taxés en fonction de leur capacité économique.

### **Logement**

- Les pouvoirs publics ne peuvent céder des terrains qui leur appartiennent que sous la forme d'un droit de superficie. En outre, ils ne doivent les céder qu'à des organismes de construction de logements d'utilité publique. Les communes, qu'il s'agisse de villes ou d'agglomérations plus petites, villes et communes, doivent, de surcroît, chercher activement à acquérir des terrains constructibles ou des friches industrielle. Elles les mettront ensuite à la disposition de coopératives du logement ou de fondations d'utilité publique, sous la forme d'un droit de superficie.
- Lorsqu'elles entendent vendre des terrains et des immeubles leur appartenant, la Confédération et les entreprises nationales, telles que les CFF, la Poste suisse et Armasuisse, doivent en proposer l'achat d'abord aux cantons et aux communes dans lesquelles elles sont implantées.
- Il faut renforcer le prélèvement des plus-values résultant de mesures d'aménagement (classement ou déclassement dans une zone déterminée), prélèvement pratiqué de manière insuffisante depuis 30 ans. Cela nécessite l'adoption de normes fédérales impératives.
- Le secteur immobilier est sujet à blanchiment d'argent. Aussi faut-il soumettre les opérations immobilières à la loi sur le blanchiment d'argent. Dans ce secteur, il faut permettre aux caisses de pensions ne pas se limiter à acquérir des biens dans le haut de la fourchette des prix. Il faut également les soumettre à l'obligation d'inclure dans leur stratégie de placement une part fixe qui sera investie dans la construction de logements familiaux bon marché.